

REconstruction POST-TRAUMA

Colloque au siège de l'ICOMOS
Charenton-le-Pont - France
4 mars 2016

Volume I

Actes du colloque



Reconstruction Post-Trauma

Actes du colloque

4 mars 2016

Avec le soutien de :



Impression

Secrétariat international de l'ICOMOS
11 rue du séminaire de Conflans
94220 Charenton-le-Pont – France
secretariat@icomos.org – www.icomos.org

Édition

Adaptation et traduction des textes

Relecture

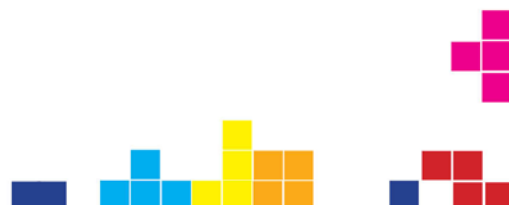
Mise en page

Graphisme de la couverture

Prof. Loughlin Kealy
Adélie De Marre, Marie-Laure Lavenir,
Maureen Pelletier, Peter Thomas
Adélie De Marre, Emeline Mouasseh,
Maureen Pelletier, Lucile Smirnov
Bernadette Bertel-Rault
Lucile Smirnov

© 2016, auteurs individuels

PDF (e-book) ISBN : 978-2-918086-03-1



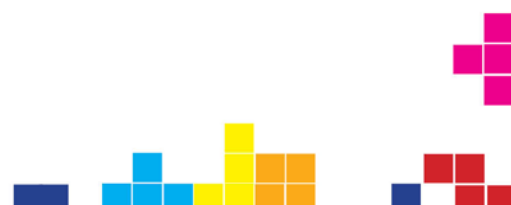
Sommaire

Volume 1 Actes du colloque

Préface	p. 3
Programme	p. 5
Résumé des présentations :	
Rohit Jigyasu Parce que la culture ne peut pas attendre ! Récupération post-tremblement de terre du patrimoine culturel au Népal	p. 7
Maamoun Abdulkarim Les défis des institutions culturelles en temps de conflits : le patrimoine culturel syrien	p. 9
Toshiyuko Kono / Misako Ohnuki Nara+20 et la reconstruction L'implication des communautés dans la reconstruction	p. 11
Chris Younès Héritages et métamorphoses régénératrices : à l'épreuve de la reprise	p. 13
Dominique Franco Analogies : défis éthiques posés par la reconstruction humaine	p. 16
Wendy Pullan Conflits en évolution, villes en évolution : le rôle du patrimoine et de la reconstruction	p. 18
Synthèse des discussions de groupe	p. 20
Conclusion – prochaines étapes	p. 26
Liste des participants	p. 28
Bibliographie sélective	p. 32

Volume 2 Annexes aux actes du colloque

Programme
Transcription des présentations
Compte-rendu des discussions de groupes
Document de réflexion





Préface

Gustavo Araoz, Président de l'ICOMOS

Bienvenue à ce symposium sur la reconstruction « post-trauma ». La reconstruction a toujours été au centre de nos préoccupations doctrinales et elle continue de l'être. Depuis la Charte de Venise, nous sommes constamment confrontés à des questions telles que « Quand la reconstruction est-elle valide ? » et « Peut-on récupérer l'authenticité une fois qu'elle est perdue ? ». Nous avons toujours été préoccupés par l'authenticité matérielle, et aujourd'hui nous nous concentrons également de plus en plus sur l'authenticité fonctionnelle. Cela se rapporte non seulement à la reconstruction des villes mais aussi à la reconstruction des sociétés.

Des études parallèles sont présentement en cours au sein de l'ICOMOS en ce qui concerne la reconstruction de manière générale : notre Comité sur l'interprétation et la présentation des sites du patrimoine culturel (ICIP) a mené une enquête et nous espérons que le Conseil consultatif continuera la réflexion sur le sujet de façon plus étendue, de manière à y inclure la reconstruction « post-trauma ».

Face à la destruction d'un lieu, il nous faut répondre à de nombreuses questions. Quelle documentation est nécessaire à la reconstruction ? Qui est responsable de cette destruction et pour quelles raisons ? Quand cela est-il arrivé, et y a-t-il un délai de prescription pour la reconstruction ? Est-il possible de reconstruire les fonctions inhérentes à la société qui rendaient le lieu vivant ?

J'espère que les résultats de ce colloque apporteront des réponses à toutes ces questions et je vous remercie tous pour votre présence. Je vous remercie d'avance pour les contributions que vous ferez aujourd'hui et je remercie également les conférenciers qui s'adresseront à nous.

Mechtild Rössler, Directrice de la division du patrimoine de l'UNESCO

C'est un grand honneur pour moi de prononcer ces quelques mots de bienvenue aujourd'hui pour cette rencontre dédiée à la réflexion sur la reconstruction « post-trauma » et post-conflit. Pour commencer, permettez-moi d'exprimer mes remerciements à l'ICOMOS pour avoir relevé ce défi.

Le thème de la reconstruction post-traumatique devient de plus en plus urgent en raison non seulement des catastrophes naturelles, mais également des nombreuses situations de conflits à travers différents pays. Le patrimoine culturel dans ces pays a subi des dommages collatéraux et a été la cible de destructions délibérées. Je pense qu'il est de notre responsabilité de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour amoindrir les risques de la destruction du patrimoine culturel, d'empêcher le pillage et de garder les traditions et les pratiques en vie. Lorsque vient le temps de la guérison, le patrimoine culturel devient souvent un symbole fort et un outil pour la reconstruction des communautés, en les aidant à briser le cycle de la violence. La culture, comprise dans son expression la plus vaste, est essentielle à la construction de la paix, du dialogue et du développement durable.

Pour cette raison, nous avons besoin d'une vision commune de la reconstruction, basée sur des orientations théoriques, des méthodologies et des cadres opérationnels. Cela nécessite des recherches approfondies et une coopération multidisciplinaire entre de nombreux acteurs différents. À l'UNESCO, nous avons commencé à aborder la reconstruction post-conflit en développant les connaissances à travers l'évaluation et la documentation des dommages, ainsi qu'en identifiant les besoins et les priorités avec l'expertise appropriée. À cet égard, nous avons commencé en 2014 à recueillir de l'information sur le patrimoine culturel syrien et avons organisé une réunion particulière sur la reconstruction d'Alep en 2015. Nous sommes donc très heureux que l'ICOMOS prenne pleinement part à cette discussion méthodologique, afin que nous puissions examiner conjointement les questions fondamentales qui nourrissent nos réflexions.

Finalement, mes pensées vont à Herb Stovel, ancien Secrétaire général de l'ICOMOS, que nous aurions aimé avoir parmi nous aujourd'hui. Merci beaucoup.

Programme

Principaux intervenants

Prof. Rohit Jigyasu

Institute of Disaster Mitigation for Urban Cultural Heritage, Université Ritsumeikan, Japon

Dr Maamoun Abdulkarim

Directeur général des Antiquités et des Musées, Syrie

Prof. Toshiyuko Kono / Prof Misako Ohnuki

Faculty of Law, Université Kyushu, Fukuoka, Japon / Deputy Director, International Research Centre for Intangible Cultural Heritage in the Asia Pacific Region, Japon

Prof. Chris Younès

École Spéciale d'Architecture, Paris-La Villette, France

Prof. Dominique Franco

CellSpace, Construction d'organes par bio-ingénierie, France

Dr Wendy Pullan

Department of Architecture, Université de Cambridge, Royaume-Uni

Programme

09h30	Mot de bienvenue et d'introduction au colloque
09h40	Rohit Jigyasu Parce que la culture ne peut attendre! Récupération post-tremblement de terre du patrimoine culturel au Népal
10h00	Maamoun Abdulkarim Les défis des institutions culturelles en temps de conflits : le patrimoine culturel syrien
10h30	Toshiyuki Kono / Misako Ohnuki Nara+20 et la reconstruction / L'implication des communautés dans la reconstruction
11h30	Chris Younès Héritages et métamorphoses régénératrices : à l'épreuve de la reprise
11h50	Dominique Franco Analogies : défis éthiques posés par la reconstruction humaine
12h10	Wendy Pullan Conflits en évolution, villes en évolution: le rôle du patrimoine et de la reconstruction
12h30	Discussion/questions



Groupes de l'après-midi

Thème 1

Les défis de la transmission face à la destruction

- Groupe A** La conservation des artefacts culturels dans le contexte plus large de la reconstruction urbaine
- Groupe B** La reconstruction des valeurs culturelles dans les situations de discord/reconciliation sociales

Thème 2

Les défis de compréhension de l'éthique et des textes fondamentaux de la conservation

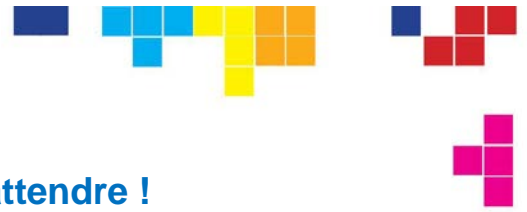
- Groupe C** Réciprocité entre les actions générées par les communautés et la valorisation internationale des interventions et des produits
- Groupe D** Évolution dans la compréhension et l'expérience historique de la reconstruction depuis le milieu du XX^e siècle

Thème 3

Défis d'engagement : outils opérationnels et méthodes d'engagement appropriés

- Groupe E** La relation entre les conceptions et ressources des communautés locales et les conceptions et engagements de la communauté internationale
- Groupe F** L'influence et le rôle des institutions « expertes », localement et à l'étranger

- 14h00 Groupes de discussions : session 1
- 15h20 Groupes de discussions : session 2
- 17h00 Séance plénière : comptes-rendus des rapporteurs de chaque groupe de discussions, suivis des commentaires/observations des participants
- 17h40 Remarques finales : prochaines étapes
- 18h00 Fin



Parce que la culture ne peut attendre ! Récupération post-tremblement de terre du patrimoine culturel au Népal

Rohit Jigyasu*

L'important tremblement de terre qui a eu lieu au Népal en 2015 a causé des destructions majeures. Le patrimoine culturel au Népal fait partie intégrante de la vie des populations et est très impliqué dans leur quotidien. De ce fait, le tremblement de terre a non seulement affecté des monuments et des bâtiments mais également la vie sociale et culturelle des habitants.

Intervention d'urgence pour le patrimoine culturel

C'est l'intervention d'urgence pour le patrimoine culturel qui ouvre la voie vers la guérison. Aussi, pour bien saisir comment se met en place la récupération et quels sont les défis rencontrés, nous devons d'abord comprendre en quoi elle consiste.

Nous oublions que lorsque nous gérons le patrimoine en situation d'urgence, nous ne traitons pas seulement avec des gestionnaires du patrimoine ou des spécialistes de la conservation. Nous avons affaire à des personnes qui ne sont pas spécifiquement associées au patrimoine, mais qui deviennent d'importants acteurs dans la phase d'urgence post-catastrophe, tels les organismes de défense civile. Ainsi, pour nous, le défi était d'apprendre à la police et à l'armée comment gérer des artefacts patrimoniaux. Il fallait leur fournir un entraînement spécial, dans la mesure où c'est à eux qu'il incombait de sauver les fragments architecturaux, de les mettre à l'abri, les numéroté et les documenter pour un usage ultérieur.

Au-delà des monuments en eux-mêmes, un autre défi concerne les bâtiments traditionnels ayant été fortement endommagés. Souvent, le sauvetage de ces bâtiments compte beaucoup pour les résidents. Ceux-ci souhaitent, par exemple, sauvegarder certains cadres de fenêtres pour pouvoir les réutiliser après le tremblement de terre. Mais l'importance du sauvetage de ces éléments n'est généralement pas reconnue par les organismes mandatés, car le patrimoine est souvent en bas de leur liste de priorités. Néanmoins, c'est une opération cruciale pour les résidents. Cela m'amène à souligner l'importance des bénévoles pour la communauté. Ce sont eux qui ont pris en charge le patrimoine des populations, ce patrimoine lié à la vie quotidienne des populations. Il y avait beaucoup de jeunes prêts à offrir leur aide et à recevoir une formation. Cependant, il y avait un manque de coordination entre les ingénieurs, les résidents de la communauté, les professionnels du patrimoine et les organismes gouvernementaux, ce qui constituait un défi de taille.

Nous avons également été confrontés à des problèmes très techniques, comme le soutènement de structures patrimoniales, ce qui a nécessité une formation particulière en commun avec des ingénieurs (ceux qui conçoivent l'intervention) et des artisans (ceux qui entreprennent l'intervention sur le terrain). Cela a été entrepris par l'ICCROM et l'ICOMOS : nous avons organisé une formation pour la stabilisation temporaire des structures, et dans le même temps, avons initié la coopération entre les ingénieurs et les artisans, qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble.

* Rohit Jigyasu est architecte en conservation et professionnel de gestion des risques en Inde. Il travaille actuellement comme Professeur titulaire de la chaire UNESCO à l'Institute for Disaster Mitigation of Urban Cultural Heritage à l'Université Ritsumeikan, Kyoto, Japon, et comme conseiller supérieur à l'Institut indien pour les établissements humains (IIHS). Il est le Président élu de l'ICOMOS Inde depuis 2014, et du Comité scientifique international de l'ICOMOS sur la préparation aux risques (ICORP) depuis 2010. Rohit est également un membre élu du Comité exécutif de l'ICOMOS. Rohit s'implique dans la consultation, la recherche et la formation sur la gestion des risques liés aux catastrophes sur le patrimoine culturel. Il a également enseigné en tant que professeur invité dans plusieurs institutions universitaires nationales et internationales en Inde et à l'étranger.

Défis de la guérison - 9 mois plus tard

La semaine dernière, nous avons donné une formation en collaboration avec ICOMOS Népal, l'ICCROM et le Département d'archéologie. Nous avons lancé un atelier pour déterminer le processus de récupération après le tremblement de terre. De nombreuses questions en ont émergé. Tout d'abord, il y a un grand débat pour savoir lesquelles, des connaissances traditionnelles et des connaissances modernes, sont les plus utiles à la reconstruction. Deuxièmement, se pose la question cruciale de la réutilisation des fragments récupérés dans le processus de reconstruction. Comment pouvons-nous les réutiliser ? Et comment faire une distinction entre l'ancien et le nouveau ? Nous devons également veiller à l'engagement des artisans locaux dans le processus de récupération, et non d'entrepreneurs ou de maçons qui n'ont pas de réelle compréhension de la technologie et des savoirs traditionnels.

D'autre part, au-delà des grands bâtiments et des structures patrimoniales visibles, le défi de la récupération culturelle consiste à mieux reconstruire, tout en maintenant les valeurs matérielles et immatérielles. Les bâtiments et les espaces porteurs de valeurs et de fonctions sociales maintiennent l'unicité de la communauté. De plus, les habitants estiment que la restauration de ces espaces communautaires aidera également leur rétablissement psychologique. Il n'est donc pas seulement question du rétablissement du milieu bâti, mais aussi du rétablissement psychologique que permet le patrimoine à travers la continuité des traditions vivantes. Après le tremblement de terre, le pouvoir de la culture était manifeste: malgré les décombres, les gens continuaient de pratiquer, d'accomplir des rituels, de chanter, et c'est ce qui leur redonnait de la force.

En outre, la récupération du patrimoine culturel, pour être véritablement fonctionnelle, ne peut être considérée isolément des réalités sociales et économiques. Nous devons nous assurer que les sites du patrimoine endommagés maintiennent un certain niveau d'activité, car cela est crucial pour leur durabilité et leur survie à long terme. À cet égard, nous avons récemment entrepris, par le projet de formation que j'ai mentionné plus tôt, le stockage temporaire des objets récupérés dans le Musée National. De cette façon, le musée a pu redémarrer.

Par ailleurs, aujourd'hui, on note l'absence d'un véritable encadrement en ce qui concerne la récupération du patrimoine culturel. Il faut établir une méthodologie systématique, à partir de recommandations, en se fondant sur des investigations et des analyses, pour arriver à la mise en œuvre et au suivi. Comme nous sommes dans une période entre deux tremblements de terre, nous devrions penser en termes de renouvellement cyclique, comme le suggère Kai Weise d'ICOMOS Népal. Peut-on simplement revenir à ce qu'était le patrimoine auparavant ? Ou devrions-nous y apporter des changements pour le rendre plus résistant ? Un tremblement de terre avait fait beaucoup de dégâts en 1934, et aujourd'hui, la situation semble se répéter, avec des dommages similaires à ceux de l'époque. Voulons-nous que cela se reproduise encore ? C'est une question d'envergure à laquelle il importe de réfléchir.





Les défis des institutions culturelles en temps de conflits : le patrimoine culturel syrien

Maamoun Abdulkarim *

Il n'est pas facile pour moi de vous parler du patrimoine culturel, en particulier en anglais, en raison de la situation très difficile en Syrie. Mais tout d'abord, c'est un honneur pour moi d'être avec vous aujourd'hui parce que je sais à quel point le rôle de l'ICOMOS a été important au cours de cette crise. Je me souviens quand, il y a environ quatre ans, nous avons initié un dialogue avec la communauté internationale et des organisations comme l'ICOMOS, l'UNESCO, l'ICCROM, l'ICOM, etc. Cela nous a apporté beaucoup de chaleur, après avoir connu un grand isolement.

Le premier défi pour nous a été de comprendre comment nous pourrions travailler. Il fallait d'abord essayer de garder notre personnel en Syrie et de convaincre les gens de séparer la politique du patrimoine. Ainsi, avec nos partenaires, tant dans la communauté internationale que nationale, nous avons imaginé des moyens de réduire les dégâts. Nous avons commencé par aborder les dégâts causés directement par les conflits, mais rapidement nous avons également eu à nous pencher sur la destruction délibérée de sites archéologiques, en particulier des sites mésopotamiens, par le groupe terroriste ISIS. Ce dernier a attaqué Palmyre et détruit un grand nombre de temples et de bâtiments pour des raisons idéologiques. Et pour la première fois de ma vie professionnelle, j'ai dû essayer de garder la main sur mon travail. Parce que lorsque nous avons reçu ces images de destruction, j'ai pensé que nous avions perdu le contrôle de ce que nous faisons... Comment faire face à toute cette destruction ? Quelle allait être notre stratégie ? J'espère que cette crise sera bientôt finie. Mais pour l'instant, la stratégie que les experts syriens ont adoptée est celle de la reconstruction, afin d'envoyer un message aux terroristes : si vous détruisez notre patrimoine, nous ferons tout pour le reconstruire. Maintenant, la prochaine étape pour nous sera d'entendre les experts de l'ICOMOS et de l'UNESCO au sujet de ces questions. Voilà pourquoi c'est un plaisir pour moi d'être ici : pour discuter des problèmes comme ceux de Palmyre. Nous aimerions connaître votre réflexion afin de faire face à cette destruction et imaginer l'avenir.

Alep est un autre exemple de destruction sévère. Il ne m'appartient pas de parler des raisons qui ont entraîné cela, parce qu'elles sont politiques et nous ne voulons pas en discuter. Mais nous refusons de voir nos sites patrimoniaux utilisés comme des champs de bataille. Nous appelons toutes les parties à respecter notre patrimoine culturel, à ne pas utiliser les villes anciennes, les citadelles antiques, etc., comme des champs de bataille. Bien sûr, nous avons des pouvoirs limités et nous n'étions pas en mesure de protéger l'ancienne ville d'Alep. Nous avons, cependant, mené à bien le sauvetage de collections muséales, ce qui a été un grand succès. Nous avons également été en mesure de demander aux groupes armés de ne pas occuper le Krak des Chevaliers, l'une des citadelles les plus importantes de Syrie, et ils ont accepté. Cela nous a permis d'y lancer un projet de restauration et de consolidation. Je souhaite que le Krak des Chevaliers devienne un modèle pour d'autres sites.

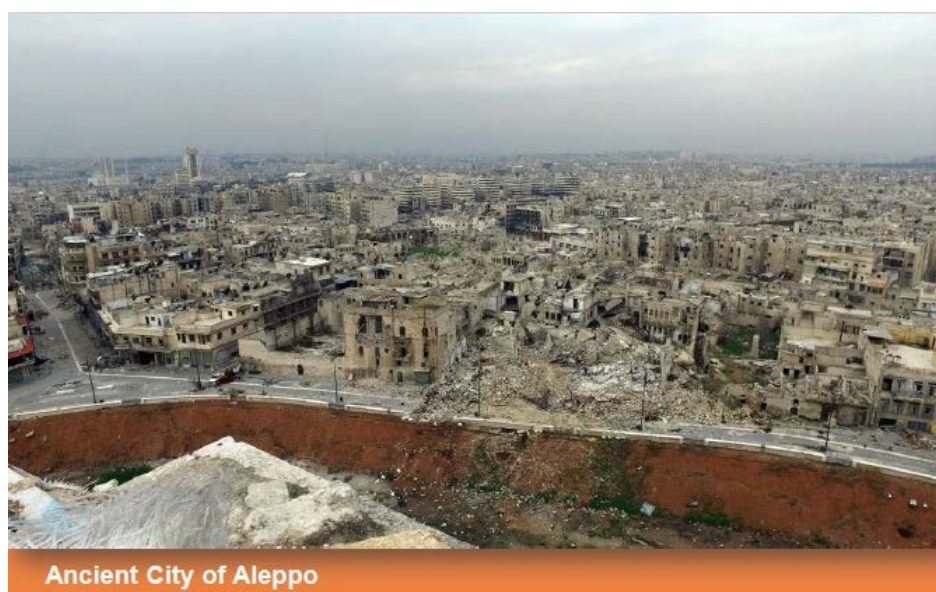
Nous sommes désormais confrontés à de grands défis avec la reconstruction d'Alep. Ce n'est pas une ville archéologique, mais nous voulons tout de même la reconstruire selon sa forme antérieure, afin de maintenir l'identité du lieu. Nous sommes toutefois confrontés à de fortes pressions de la part des promoteurs et du milieu des affaires. Ils veulent construire de nouveaux hôtels, de nouveaux bâtiments, et nous nous y opposons. Mais ils ont beaucoup de pouvoir, beaucoup plus que nous.

* Maamoun Abdulkarim est Directeur général des Antiquités et des Musées en Syrie.

C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons besoin d'un soutien scientifique international, de la part de l'ICOMOS, l'UNESCO et d'autres. Nous ne pouvons pas laisser Alep aux mains des hommes d'affaires et des riches sociétés privées. Ce qui m'amène à souligner le défi découlant de la pauvreté de la population.

Comment pouvons-nous convaincre les communautés de restaurer leurs villes sans financement ? Nous avons besoin du soutien du gouvernement et d'autres organismes afin d'aider ces familles pauvres à reconstruire leurs maisons et leur patrimoine. Que ce soit des mosquées, des temples, des souks, des caravansérails, etc., c'est un problème auquel nous sommes confrontés notamment à Homs ou à Maaloula.

Avec la Direction générale des Antiquités et des Musées de Syrie, nous avons de nombreux projets de reconstruction à travers le pays : dans les villes de Homs, Maaloula et Alep, au Krak des Chevaliers, dans le parc archéologique de Mari, pour n'en nommer que quelques-uns. Nous sommes confrontés à beaucoup de problèmes : conflits, destructions idéologiques, fouilles clandestines et pillages des sites archéologiques. Nous procédons à la reconstruction de ces sites avec l'expertise et les fonds locaux, et vous devez savoir que nous avons 2 500 personnes travaillant pour la Direction générale, 500 d'entre eux étant des architectes ou des ingénieurs. Mais nous avons aussi besoin du soutien et de l'expertise de la communauté internationale en vue de garantir un avenir pour notre patrimoine.





Nara+20 et la reconstruction L'implication des communautés dans la reconstruction

Toshiyuki Kono / Misako Ohnuki*

La reconstruction fait partie de l'histoire de l'humanité. Elle est devenue un défi normatif avec la Convention du patrimoine mondial. Prenons, par exemple, la vieille ville de Varsovie, entièrement détruite puis reconstruite. Elle a été inscrite - on pensait à cette époque que cela resterait une exception - en 1980. Mais la Charte de Venise avait rendu cette inscription difficile. C'est pourquoi des experts ont rédigé un nouvel ensemble de règles dans le document de Nara, dans lequel le principe d'authenticité évolue et ne s'appuie plus tant sur l'authenticité matérielle que sur la crédibilité de la source d'information.

Depuis lors, les catégories de patrimoine se sont étendues et le concept de patrimoine lui-même a changé. Dans ce contexte, la participation des gens ordinaires est de plus en plus nécessaire à la conservation du patrimoine. En outre, les préoccupations se sont déplacées des monuments vers d'autres types de patrimoine, requérant de l'expérience. Un exemple typique est celui du sanctuaire d'Ise, reconstruit tous les vingt ans. Les canaux, les sites d'habitation vernaculaires et les villes historiques sont aussi des types de patrimoine connaissant des changements inévitables et pour lesquels une adaptation continue est nécessaire.

Face à ces changements sociaux et à l'expansion de la notion de patrimoine, le concept d'authenticité doit être révisé. C'était l'objectif de l'initiative Nara+20. Cinq points-clés ont été identifiés par un groupe d'experts et je vais tenter d'examiner certains de ces points dans le contexte de la reconstruction post-trauma. Je voudrais également identifier ce qui pourrait nous être utile du point de vue du patrimoine culturel immatériel. Par exemple, au Chili, deux sites du patrimoine mondial contrastent l'un avec l'autre : l'un profite de la participation de la communauté, l'autre est presque mort. Ce qui les rend différents, c'est bien la participation de la communauté. Elle est un élément absolument crucial pour certains types de sites patrimoniaux.

Le système du patrimoine mondial a déjà été confronté à la reconstruction post-trauma. Dans certains cas, l'inscription a même constitué un remède après la destruction. Par exemple, les bouddhas de Bamiyan, détruits en 2001, ont été inscrits comme paysage culturel en 2003. Cela vaut également pour la destruction du pont de Mostar : après sa destruction et sa reconstruction, le pont, mais aussi tout son quartier, ont été inscrits en 2005, célébrés comme un symbole de paix et de réconciliation.

Le défi auquel nous sommes confrontés aujourd'hui concerne les sites du patrimoine mondial menacés par une destruction après leur inscription. C'est là que les principes de Nara+20 deviennent pertinents. Le premier point concerne les processus de patrimonialisation. La reconstruction post-traumatique pourrait être interprétée comme un processus patrimonial, car après la reconstruction, le patrimoine prend de nouvelles formes. Quelle importance sera accordée à ces reconstructions ? Quelles limites devraient être définies et appliquées ? Comment pouvons-nous répondre à cette question qui nous sera posée : «Quelle est la différence entre la reconstruction post-trauma et d'autres types de reconstruction (par exemple la reconstruction numérique) ? ».

* **Toshiyuki Kono**, Vice-président de l'ICOMOS, Président d'ICLAFI (Comité ICOMOS international sur les questions légales, administratives et financières), Vice-président de l'International Academy of Comparative Law, professeur à l'Université Kyushu.
Misako Ohnuki, Deputy Director, International Research Centre for Intangible Cultural Heritage in the Asia Pacific Region, Japan.

Le point que je voudrais maintenant aborder concerne les évolutions des valeurs culturelles. La vie communautaire dans les lieux touchés par la destruction est absolument cruciale pour la reconstruction. De ce point de vue, toute reconstruction ne devrait pas simplement défaire le traumatisme, mais créer quelque chose qui aura de la valeur pour un avenir spécifique. D'ailleurs, si cela se produit dans le contexte du patrimoine mondial, nous devons éventuellement réévaluer la valeur universelle exceptionnelle du bien après la reconstruction post-traumatique. Dans un contexte où interagissent de multiples parties prenantes, il faut souligner que la participation des communautés est absolument essentielle. Au delà du fait que les communautés locales souhaitent la reconstruction, nous devons aussi penser à la façon de reconstruire ces communautés locales elles-mêmes.

En ce qui concerne la réactivation de la communauté, processus qui participe de la reconstruction, je me suis intéressé à certains projets développés par Madame Ohnuki et son centre qui ont organisé des projets communautaires au Sri Lanka et au Timor oriental, où les communautés ont beaucoup souffert de conflits. Leur approche est plus axée sur le patrimoine culturel immatériel, mais certains cas sont très intéressants pour nous aussi.

On peut voir un cas intéressant, en ce qui concerne le patrimoine bâti, au Timor oriental. Là, la construction de maisons sacrées est liée à certains rituels et événements festifs. Sans ces rituels, la construction perdrait sa signification pour la communauté. Ici, construction et patrimoine immatériel sont donc étroitement liés.

Je voudrais maintenant revenir sur quelques points de Nara+20 : le cas du Timor oriental nous a montré que la reconstruction peut être un processus patrimonial qui ne concerne pas seulement les bâtiments, mais aussi les aspects immatériels qui y sont intrinsèquement connectés. Cela nous donne à penser que si la vie de la communauté n'est plus la même, après le traumatisme, la valeur du patrimoine après la reconstruction en sera également affectée. Par conséquent, la façon dont la vie de la communauté est restaurée dans sa forme antérieure semble influencer sur l'évaluation des valeurs. La reconstruction des communautés est donc un élément pertinent du débat sur la reconstruction.

Je voudrais soulever une dernière préoccupation. Comment les soins apportés au patrimoine pourraient-ils servir à la fois le bien-être des communautés futures et des parties prenantes, et la protection des objets matériels et des lieux historiques ? Question sujette à débats. Selon un auteur, « nous n'avons pas encore trouvé de modèle efficace pour encadrer la relation entre le patrimoine et l'éthique. Un examen au cas par cas semble être le meilleur modèle de travail à ce jour. » Nous sommes cependant appelés à créer des lignes directrices. Tel est le défi auquel nous sommes confrontés aujourd'hui et qui donne matière à réflexion.





Héritages et métamorphoses régénératrices : à l'épreuve de la reprise

Chris Younès *

La reconstruction post-traumatique est une question d'envergure : elle indique à la fois l'enjeu d'une reprise et celui d'un nouveau commencement. De quoi re-partir ? Vers où aller ? Quelles régénérations face aux destructions catastrophiques de milieux habités et à la béance qu'elles entraînent ? La charge mémorielle et symbolique de ces chocs s'apprécie par la puissance émotionnelle qui s'y rattache et le pouvoir de rassembler ceux qui se trouvent touchés. Mais en quoi peut-il y avoir partage dans la dynamique de reconstruction qui semble jouer le rôle d'antidote à la désorientation ? Comment éviter que la reconstruction ajoute encore à l'anéantissement ? Comment réinstaurer des repères et des régénérations, à savoir des renaissances, alors qu'a été porté à un paroxysme vertigineux l'effacement des lieux et des liens ? Il s'agit de l'exploration d'une voie qui ne soit ni rupture ni répétition mais reprise, en se méfiant, comme le dit Derrida, « et de la mémoire répétitive et du tout autre, de l'absolument nouveau ».¹

En ce sens, l'essai de Søren Kierkegaard, « La reprise »,² est particulièrement pertinent dans la mesure où il explore une « catégorie paradoxale » qui allie concrètement ce qui a été (le « même ») à ce qui est nouveau (l'« autre »³). Cette posture ou ce phénomène ne se réduit pas à un redoublement impossible en tant que tel, la reprise comporte une re-création. « La reprise est la réalité, le sérieux de l'existence » explique-t-il. La reprise n'est pas une répétition mais elle est une épreuve. Il précise : « Reprise et ressouvenir sont un même mouvement mais en direction opposée car ce dont on a ressouvenir a été, c'est une reprise en arrière, alors que la reprise proprement dite est un ressouvenir en avant ».⁴

Des métamorphoses sont à réinventer en tant que dispositifs de résilience conduisant à réaffirmer à la fois l'importance de la préservation, de la transmission mais aussi d'un nouveau départ et des ré-évaluations comme résistance à l'oubli ou à des reproductions à l'identique. Le terme de métamorphose, dont le préfixe « méta » signifie « au-delà » ou « ce qui vient après », désigne une succession de formes pour un phénomène, un être, un objet ou un milieu. Quelque chose se re-forme autrement mais à la suite de ce qui a été auparavant. Tandis que la transformation indique une traversée, la métamorphose résiliente renvoie à la trajectoire temporelle de ce qui peut persister dans son être tout en se modifiant au fil du temps. C'est ainsi qu'un milieu vivant, quelle que soit son échelle, diffère d'un milieu inerte.

En fait, la résilience concerne une écologie aussi bien humaine qu'environnementale puisqu'elle définit la capacité d'un milieu ou d'une personne à dépasser les chocs ou les traumatismes mortifères ou destructeurs. Et ce par la mobilisation de ressources latentes d'un milieu⁵ à même de réactiver les multiples et vivaces relations, qui dans le cas des humains sont faites d'empreintes, de désirs, de remémorations, d'imaginaires, d'impressions, de récits, de pratiques.

* **Chris Younès**, psychosociologue, docteure et HDR en philosophie, professeure à l'ESA (Ecole Spéciale d'Architecture), fondatrice du laboratoire Gerphau (UMR Lavue) et du Réseau scientifique thématique PhilAU (MCC). Cofondatrice d'ARENA (Architectural Research European Network) et de la revue *L'esprit des villes*, elle est également membre du conseil scientifique d'European. Ses publications et recherches développent une interface architecture et philosophie sur la question des lieux de l'habiter, au point de rencontre entre éthique et esthétique, ainsi qu'entre nature et artefact. Parmi ses ouvrages : *Henri Maldiney. Philosophie, art et existence*, C. Younès (dir.), éd. du Cerf, 2007 ; *Le territoire des philosophes. Lieu et espace dans la pensée au XXe siècle*, Th. Paquot et C. Younès (codir.), éd. La Découverte, 2009 ; « Architecture des milieux », B. Goetz, C. Younès, *Le Portique* n°25, 2010 ; *Espace et lieu dans la pensée occidentale. De Platon à Nietzsche*, Th. Paquot et C. Younès (codir.), éd. La Découverte, 2012 ; R. D'Arienzo et C. Younès (codir.), *Recycler l'urbain*, MétisPresses, 2014 ; *Sauzet, poétique de l'architecture*, éd. Norma, 2015.

¹ Quoted in *Deconstructing Derrida*, by M. Peters & V. Trifonas, Palgrave-Macmillan, 2005, p.44.

² S. Kierkegaard, *La reprise* [1843], trad. N. Viallaneix, Poche, 2008.

³ Cf. également Ricœur, *Soi-même comme un autre*, Seuil, 1990.

⁴ *Ibid.* p.55-66.

⁵ R.d'Arienzo, C. Younès (dir.), *Ressources urbaines latentes*, Métispresses, 2016

Trois axiomes de reliances régénératrices

A l'ère de l'anthropocène, qui désigne l'hypothèse d'un nouvel âge de la Terre caractérisé par l'impact des activités humaines et amorcé à la fin du XVIII^e siècle avec la révolution industrielle anglaise, trois repositionnements de reliances régénératrices semblent particulièrement significatifs, au sens où Edgar Morin définit le concept de reliance, à savoir « le travail des liens », « l'art de relier et de se relier et son résultat » :⁶

- L'abandon de modèle mais la revalorisation de la capacité à s'adapter à des situations toujours singulières. Le défi consiste à imaginer des possibles à partir des ressources et des résistances propres à un milieu en termes de connexions et d'interactions mais aussi des traces qui perdurent. Les traces sont particulièrement précieuses car les œuvres, « patrie immortelle des mortels » (H. Arendt), ont la propriété de faire tenir un monde commun en rappelant l'existence des paroles et des actions des hommes, qui sans cela seraient volatiles. Ce sont ces œuvres qui assurent de la sorte une forme de permanence puisque le temps de l'œuvre est très différent de celui des cycles et des matériaux ou de la matière. En quelque sorte, le travail inexorable de l'universelle dégradation s'en trouve modifié. En ceci, l'héritage de chaque culture et de ses multiples manifestations apporte une pièce essentielle au puzzle de la culture de l'humanité.⁷
- L'affirmation d'un positionnement éthique et politique. En effet, se réapproprier un héritage, c'est se réapproprier une manière d'être (ou ethos), et un bien commun. Un tel Bien ne peut être ni objectivé ni maîtrisé, ni figé en tant que tel, car il n'est jamais arrêté mais mis en débat ; il se situe entre recueil et déploiement, archè et telos.
- L'invention de scénarios pouvant articuler l'art d'hériter et de re-crée à la fois, ouvrant des entrelacs féconds entre désir de trace et désir de commencement, entre permanence et impermanence. Les entrelacements géographiques et historiques qui sont manifestes dans tout milieu sont à repenser et tout particulièrement les temporalités appropriées au court, moyen et long terme dans le processus de reconstruction post-traumatique. En fait, réinventer des possibles qui redonnent un visage à un milieu qu'il est possible de reconnaître.⁸

Vers une éthique du futur : une responsabilité d'un autre type

L'historienne Françoise Choay situe l'enclos patrimonial dans la vectorisation du devenir en soulignant qu'il constitue le « terrain sans prix d'un rappel de nous-mêmes à l'avenir ».⁹ Pour le philosophe Hans Jonas également, l'enjeu est celui d'une « éthique du futur »,¹⁰ impliquant de reconsidérer une responsabilité d'un autre type qui n'a pas d'équivalent avec ce qui fonde traditionnellement la responsabilité morale suivant laquelle les hommes sont solidaires de leurs actes, de ce qu'ils ont fait et peuvent en répondre. Plusieurs questions y sont associées : répondre devant qui ? A partir de quelles mémoires ?

⁶ E. Morin, *La méthode 6, Éthique*, Seuil, 2004.

⁷ F. Jullien, *De l'Être au Vivre. Lexique euro-chinois de la pensée*, Gallimard, 2015

⁸ Entre transformation et conservation, des attitudes contrastées par rapport à l'héritage patrimonial, Quelques attitudes paradigmatiques majeures par rapport à l'héritage patrimonial, qui se sont affirmées en Europe dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et au cours du XX^e, orientent la réflexion et mettent en évidence les contradictions inhérentes à des visions antagonistes quant à la reprise. Dans l'orientation qui se veut non interventionniste amorcée par John Ruskin⁸, le passé est considéré comme inaccessible au présent et irréversiblement dépassé. La restauration apparaît donc être une mission impossible et la trace d'un passé qui s'éloigne de plus en plus ne peut être que prolongée ; sa disparition, inéluctable, est seulement différée. La ruine en est une figure idoine par son fort pouvoir d'évoquer et d'incarner le temps destructeur et inexorable. Il incomberait au présent de se situer dans la continuité d'une tradition, tout en gardant le passé dans son écoulement, sa dégradation tout au plus ralentis.

A l'inverse, Viollet-le-Duc, considérant que « restaurer un édifice, c'est le rétablir dans son état complet qui peut n'avoir jamais existé à un moment donné », a prôné une reconstitution du passé jusqu'à sa recréation dans ce qui fait son essence, voire même comme il n'a jamais existé. Il a ainsi défini et pratiqué une méthode radicale de saisie « analytique » par le dessin de la morphologie et de la structure afin d'établir et de mettre en œuvre cette vision des choses.

Camillo Boito a développé un autre point de vue, optant pour une attitude active, mue par un souci d'authenticité, et préconisant un principe d'intervention basé sur la consolidation et la réparation dans le but de préserver chaque strate des différentes époques tout en distinguant les parties originelles des restaurations menées avec des techniques modernes.

Alois Riegl quant à lui a situé particulièrement la question en termes de valeurs partagées. Dans son ouvrage fondateur *Le culte moderne des monuments*, est analysé dans quelle mesure un monument est édifié d'abord en vertu d'une intention, celle de garder présente et vivante la mémoire, le souvenir d'une action, d'un événement, ce qu'il nomme une valeur de remémoration. Un monument, explique-t-il, n'a pas seulement une valeur informative, objective, esthétique ou même spirituelle. D'abord trace symbolique intentionnelle qui vient du passé, le monument vise explicitement à interpeller la mémoire collective sur un événement qui, bien que passé, délivre un message traversant les temps. Il est destiné à toucher directement, et le plus profondément possible, le cœur des vivants. Le choc émotionnel provoqué à partir de lui, a alors pour but d'unir dans le même sentiment une communauté, de souder ou ressouder un lien constitutif de l'identité d'un groupe autour de valeurs communes. Toute trace peut ainsi acquérir la valeur de monument à partir du moment où elle est reconnue comme témoin d'une époque précédente toujours présente.

⁹ F. Choay, *Allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil, 1992.

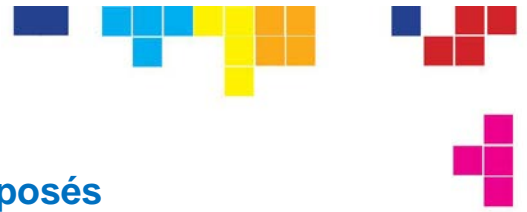
¹⁰ Hans Jonas, *Pour une éthique du futur*, Paris, Rivages, 1998.

Comment faire dialoguer des mémoires qui s'affrontent ? Comment travailler avec les conflits ? Comment tirer parti des expériences du passé tout en ayant conscience que l'histoire ne trace pas de chemin ?

La responsabilité, ce n'est pas seulement répondre de ses actes, de ce qui est issu de soi, comme l'a défini Aristote, mais de ce qui est sous son autorité, de ce dont on est en charge. Heidegger a montré que la responsabilité comme aptitude à « répondre de » est orientée par ce qui appelle et interpelle (une vocation) : répondre « de » c'est d'abord répondre « à ». Ceci conduit Jonas à penser que l'heure est désormais à une éthique « de la conservation, de la préservation, de l'empêchement ». Car être responsable de l'héritage, c'est bien sûr en prendre soin, le ménager, mais d'abord le reconnaître. En œuvrant entre mémoire et projet, se bâtit de la sorte un attachement de l'homme au monde.

L'éthique de la reconstruction post-traumatique ne saurait être ramenée à une « maigre positivité ». L'ouverture de la rencontre avec l'héritage dans sa « signifiante insignifiante » dont parle Hugo von Hofmannsthal, est résistance à l'immonde. Aux antipodes d'une pensée abstraite et objectivante qui tend à désactiver la mémoire, elle rattache à l'histoire personnelle et collective, au lien avec les ancêtres, à l'immémorial mais aussi à la réinvention de la vie quotidienne. On entend bien la dérégulation dans laquelle est plongé celui qui se trouve « sans feu ni lieu ». Les pièges de la fossilisation que représentent la fétichisation et la muséification, comme les risques d'effacement et de manipulation des traces, brouillent les pistes et fabriquent des impasses.

Les métamorphoses régénératrices de l'héritage requièrent au contraire de s'appuyer sur une mémoire en partage, ouverte à la concertation, et sur des projets qui engagent une écologie de l'attention et de la précaution. Ces rebonds sont ceux de la solidarité entre les hommes qui se manifestent dans les catastrophes naturelles, ainsi que ceux de la contribution des experts de différents domaines. En se portant à l'existence entre reprise et re-commencement, de tels rebonds sont des passages empreints de fragilité pour s'envisager au monde et le configurer encore et encore. Ils constituent un puissant antidote contre la haine de l'autre et de soi, en acceptant de considérer l'écart, le non-maîtrisable, les dissonances et les tâtonnements, qui participent de la quête de dispositifs d'agencements à même non seulement d'affronter les cataclysmes mais de susciter des potentialités régénératrices jusqu'à être capables d'établir des accords.



Analogies : défis éthiques posés par la reconstruction humaine

Dominique Franco *

Permettez au chirurgien du foie que je suis de remercier d'abord l'ICOMOS pour cette invitation quelque peu iconoclaste et de vous donner un aperçu des défis éthiques de la reconstruction humaine et des analogies qu'elle peut présenter avec la reconstruction du patrimoine culturel.

Origines et évolution de la reconstruction chez l'homme

La reconstruction chez l'homme recouvre un grand nombre de facettes dont la plus classique est la reconstruction chirurgicale après traumatisme. Le traitement des fractures en a offert, dans l'Antiquité, les premiers exemples. Ensuite, avec les guerres, il y a eu par exemple la reconstruction des gueules cassées, de ces soldats qui n'avaient plus de visage. Actuellement, ce processus de reconstruction s'applique aussi à des indications bien particulières comme la chirurgie plastique ou également la chirurgie des obèses.

A cette première étape succède, au milieu du XX^e siècle, celle de la transplantation: un organe détruit va être remplacé par un organe neuf. Nous n'aurons pas véritablement le temps de traiter de la troisième étape, qui est la thérapie cellulaire, dont le but est précisément de remplacer la transplantation d'organes. Elle évolue aujourd'hui à grande vitesse vers la reconstruction des organes et des tissus par des techniques de bio-ingénierie. Enfin, une dernière facette de la reconstruction est l'ingénierie génétique, qui suscite parfois de grandes résistances, mais dont il serait trop long de parler aujourd'hui.

Défis éthiques de la greffe d'organe

Revenons sur la greffe d'organe, dont les techniques sont aujourd'hui extrêmement bien reconnues et très bien encadrées. Des règles précises ont été établies, avec pour objectif premier de protéger le receveur (afin qu'il ait la transplantation qu'il mérite). Le problème étant le manque d'organes, la priorité est double : permettre de préserver le maximum d'organes et les répartir équitablement entre les receveurs potentiels.

Les agences ont aussi le devoir éthique de protéger le donneur, c'est-à-dire de faire des prélèvements dans des conditions bien définies. Ainsi, le critère de mort cérébrale a été progressivement étendu aux patients déjà en état d'arrêt cardiaque. Enfin, il est possible pour certains organes (rein, foie, poumon..) de transplanter à partir de donneurs vivants. Bien qu'il existe un accord international pour que ce don d'organe soit gratuit, il y a beaucoup de situations qui ne sont pas éthiques (trafic d'organes, prélèvement chez les prisonniers ou juste après l'exécution de condamnés à mort).

Dans ces transplantations, pour le sujet, refuser l'organe, équivaut à refuser le traitement. C'est donc la raison pour laquelle, en général, les gens, et l'immense majorité des religions, acceptent la transplantation. Au cours du XXI^e siècle se sont développées les transplantations de parties de corps qui ne sont pas indispensables pour la survie (main, face, pénis, utérus..), autour desquelles il y a bien davantage de considérations éthiques pour l'instant non résolues car le rapport bénéfice / risque n'est pas encore établi.

D'ailleurs, pour certaines de ces transplantations, il y a une compétition importante avec les prothèses et la bio-ingénierie, en particulier la bio-impression. Il faut d'ailleurs souligner que, quel que soit le matériel utilisé, il y a une acceptation très grande par les patients et par leurs relations de la possibilité d'implanter un organe complètement synthétisé.

* **Dominique Franco**, professeur émérite de chirurgie digestive, Université Paris-Sud, spécialisé en chirurgie et transplantation du foie. Président de l'association CellSpace pour la bio-ingénierie des tissus et des organes. Conseiller supérieur pour l'Éducation à l'Institut Pasteur (Paris). Vice-président de l'Académie nationale de chirurgie.

De la reconstruction à l'amélioration de l'homme

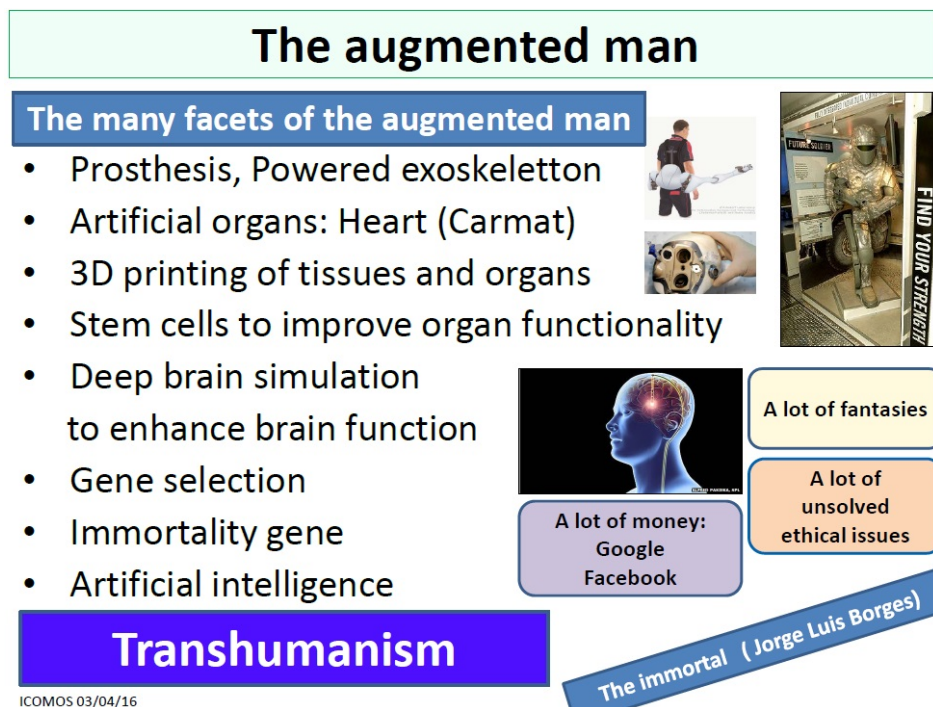
On voit ainsi que les progrès scientifiques ont donné naissance à un autre concept qui n'est plus tout à fait de l'ordre de la reconstruction mais plutôt de l'homme augmenté, de l'homme dont on améliore les performances par de la technologie (réalité augmentée, robotique, prothèses...).

La question devient donc de savoir comment réussir à faire un surhomme, voire un homme immortel. Les prothèses évoluent actuellement vers des exosquelettes extrêmement complexes. On peut aussi injecter des cellules souches dans les organes pour améliorer leurs performances et leur durabilité.

On sait également maintenant implanter dans le cerveau de toutes petites électrodes qui permettent de stimuler une zone très bien définie. On peut imaginer comment cela peut améliorer les capacités de langage, de langues étrangères par exemple, d'audition ou de vision. Ceci nous amène, comme vous le voyez, au transhumanisme dans lequel de grandes sociétés comme Apple, Google, Facebook, investissent massivement.

En conclusion, j'espère que cet exposé - très éloigné sans doute de vos préoccupations actuelles - vous aura montré comment, en matière de reconstruction humaine, on a évolué du remplacement de pièces défectueuses ou manquantes à la construction d'un homme amélioré. Conjointement, le progrès de la science et le désir de l'homme nous ont, au fond, fait passer de la nécessité au choix. Et les interrogations, éthiques notamment, suscitées par ces possibilités d'homme augmenté, transformé, hybride en quelque sorte, sont innombrables, et complexes.

Je vous remercie beaucoup pour votre attention.





Conflits en évolution, villes en évolution : le rôle du patrimoine et de la reconstruction

Wendy Pullan *

Je vais poser une série de questions issues de l'étude des conflits qui se rapportent au patrimoine et aux pratiques de conservation dans les villes. Je vais commencer avec l'exemple de Lisbonne, complètement reconstruite selon un nouveau plan après un tremblement de terre au XVIII^e siècle. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un acte de conservation à proprement parler, cela a établi les bases de la pensée patrimoniale : cette idée que nous sommes en contrôle après des destructions majeures. Ensuite, nous pouvons considérer la reconstruction rationnelle de Varsovie, entreprise avec des objectifs très clairs. Ces deux villes progressaient du chaos vers l'ordre. D'autre part, Alep a été complètement reconstruite en 2006. Mais avec la destruction massive qui y sévit aujourd'hui, pouvons-nous simplement la reconstruire tel que nous l'avons fait si récemment ? Il y a ici une rupture majeure avec la tradition de Lisbonne et Varsovie, avec ce mouvement du chaos vers l'ordre. Alep progresse dans la direction inverse, parce qu'elle est soumise aux changements de nature des conflits.

Les conflits ont changé. Nous n'avons plus de guerres déclarées, combattues et suivies d'un traité de paix et d'une période d'après-conflit. Les conflits sont beaucoup plus longs, à l'intérieur des pays, entre les pays, etc., et suivent des cycles de violence plus ou moins présente. Cela soulève une question : l'après-conflit existe-t-il vraiment ? Au même moment, les villes ont changé. Le cadre bâti est souvent manipulé en tant que partie intégrale du conflit lui-même : il devient un acteur. Ainsi, il doit aussi être impliqué dans les stratégies de reconstruction. Sept points importants font partie de cette question plus large de « L'après-conflit existe-t-il vraiment ? ».

Discours et image : Cela est relatif à la manière dont nous parlons du patrimoine qui a fait l'objet de destruction et comment nous l'imaginons. « La destruction matérielle est la production culturelle. » Une Berlinoise de l'Est m'a dit une fois à propos du mur : « C'est peut-être une mauvaise histoire, mais c'est notre histoire. Nous ne voulons pas l'oublier. » Le conflit est en train de devenir une nouvelle forme de patrimoine en lui-même, créant de nouveaux sites et de nouveaux artefacts. Culture et violence pourraient être dans une forme de réciprocité, que cela nous plaise ou non.

Sur quoi mettre l'accent : Nous concentrons-nous sur les groupes locaux ou sur les sites internationaux ? À Mostar, la reconstruction du Vieux pont après la guerre représentait, selon la perception internationale, une réconciliation physique et symbolique de la ville divisée. Mais la rivière ne marquait pas du tout la frontière entre les zones bosniaque et croate, qui était plutôt marquée par une route. Ainsi, les populations locales se sont demandées comment le pont réunissait la ville, car en réalité, ce n'était pas le cas.

Politique et patrimoine : Le patrimoine est de plus en plus politisé et manipulé. Daniel Herwitz a dit : « L'impulsion nationaliste est profondément liée à la volonté de reprendre possession du passé. Reprendre possession du passé, c'est aussi l'inventer. » Beaucoup de zones de conflit ayant été reconstruites ont connu cette invention de sites et cette fabrication du patrimoine qu'elle entraîne.

* Wendy Pullan est chef du Département d'Architecture à l'Université de Cambridge et Directrice du Centre for Urban Conflicts Research. Ses plus récentes publications comprennent : *Locating Urban Conflicts* (2013) and *The Struggle for Jerusalem's Holy Places* (2013). Elle est membre du Clare College, Cambridge. Pour plus de détails: www.urbanconflicts.arct.cam.ac.uk.

D'une politique de mémoire à une politique d'identité : Les populations s'intéressent de plus en plus à leurs droits sur un endroit qu'à leur mémoire de celui-ci. La mémoire, qui est flexible et très personnelle, est remplacée par un récit beaucoup plus pragmatique des droits. Des identités culturelles uniques remplacent ce qui, à l'origine, était des lieux publics. Par exemple, le musée du Hezbollah, produit de la commémoration des guerres, a à voir, en réalité, avec la question des droits chiites au Liban.

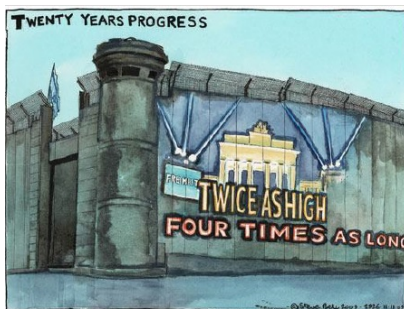
Ségrégation positive ? Les pratiques du patrimoine dans les zones de conflit sont extrêmement contradictoires. Faut-il essayer de résoudre ces contradictions ou plutôt tenter de les comprendre et s'en accommoder ? Je parle de « ségrégation positive » : il peut avoir des divisions ethniques fondamentales dans certaines villes cosmopolites qui, parfois, doivent être respectées afin de protéger les minorités et les cultures minoritaires. Nous devons mieux comprendre comment naît ce mélange de zones mixtes et ces autres zones qui correspondent aux identités individuelles.

Espaces publics : L'espace public est une bonne façon de traiter les villes divisées. Qu'est-ce qui est commun à tous ? Et comment cela peut-il être un espace participatif ? À Belfast, qui a subi beaucoup de violence et est encore très divisée, un grand dôme de verre au-dessus d'un centre commercial permet aux gens de voir la ville dans son ensemble. « La vue nous appartient à tous. » Voilà un point extrêmement important à marquer.

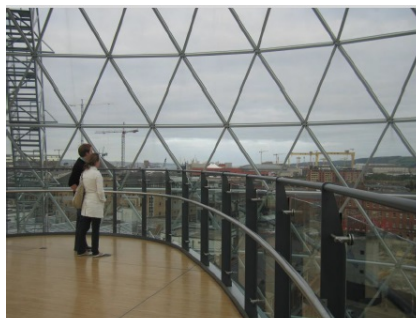
Pas de solution miracle : Il n'y a pas de solution miracle. Nous faisons face à des situations sur le long terme, qui ne peuvent être résolues par des solutions de paix traditionnelles. Rien n'est statique dans une ville, et cela soulève des questions au sujet de la législation sur le patrimoine et sur le statut national des sites du patrimoine.

Conclusions

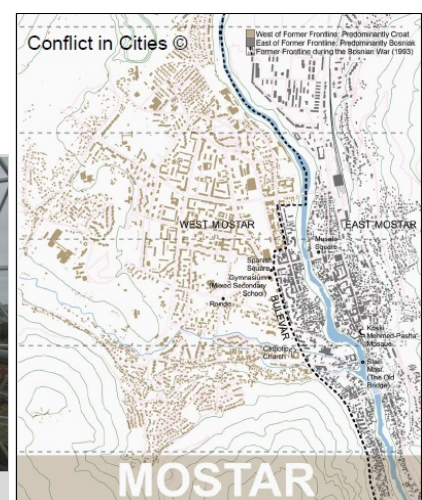
Il est clair que les théories et les pratiques du patrimoine sont affectées et modifiées par les conflits. Le patrimoine est de plus en plus utilisé comme une arme. Il est totalement intégré aux processus de conflit. Les changements que nous voyons peuvent être très rapides et à la fois se prolonger sur une période de plusieurs années, ce qui doit être pris en compte. Des caractéristiques à la fois désirables et indésirables peuvent émerger des diverses pratiques patrimoniales et nous devons repenser notre façon de gérer cela. Les contradictions constituent probablement l'un des problèmes les plus difficiles et, pourtant, nous devons travailler avec ces contradictions plutôt que d'essayer de les concilier. Finalement, le contexte est absolument essentiel. Les sites du patrimoine font partie de conditions physiques, sociales, politiques, économiques, philosophiques et éthiques plus vastes. Je pense que l'espace public et toute la question du domaine commun peuvent nous orienter, afin de réfléchir plus profondément sur ce problème particulier.



Steve Bell, Anniversary of demolition of Berlin Wall, *Guardian*



Belfast, glass dome above Victoria Mall



Synthèse des discussions de groupe

Loughlin Kealy

Préambule

Cette section fournit un résumé thématique des résultats des discussions de groupes, ainsi que des correspondances ultérieures avec les membres des groupes. Ce format a été adopté afin d'éviter la répétition inutile, étant donné que plusieurs sujets ont été abordés par plus d'un groupe. Le document de réflexion de décembre avait identifié trois grands thèmes à explorer au cours du colloque, et dans la préparation de l'événement, six thèmes ont été proposés pour discussion.

Le premier thème se concentrait sur « Les défis de la transmission face à la destruction », avec deux sujets : « La conservation des artefacts culturels dans le contexte plus large de la reconstruction urbaine » (Groupe A), et « La reconstruction des valeurs culturelles dans les situations de discorde/réconciliation sociales » (Groupe B). Le deuxième thème concernait « Les défis de compréhension de l'éthique et des textes fondamentaux de la conservation », à travers les sujets : « Réciprocité entre les actions générées par les communautés et la valorisation internationale des interventions et des produits » (Groupe C) et « Évolution dans la compréhension et l'expérience historique de la reconstruction depuis le milieu du XX^e siècle » (Groupe D). Le troisième thème se penchait sur « Les défis d'engagement : outils opérationnels et méthodes d'engagement appropriés », à travers les sujets : « La relation entre les conceptions et ressources des communautés locales et les conceptions et engagements de la communauté internationale » (Groupe E) et « L'influence et le rôle des institutions « expertes », localement et à l'étranger » (Groupe F).

Chaque groupe était dirigé par un animateur et la discussion consignée par un rapporteur. Une série de questions/suggestions pour les discussions a été fournie à chaque groupe. Celles-ci ont été abordées de différentes manières au cours des discussions, certains groupes les utilisant explicitement et d'autres pas. Un résumé oral des discussions a dans un premier temps été présenté aux participants lors de la séance plénière finale. Une version écrite de ce résumé a par la suite été envoyée aux membres de chaque groupe afin de recueillir leurs commentaires. Les participants ont été invités à y ajouter toute question relative au sujet de leur groupe qui n'aurait pas été traitée ou méritant une réflexion plus approfondie. La contribution résumée de chacun des groupes, contenant de nombreuses observations spécifiques utiles et intéressantes, est annexée au présent rapport (Volume 2).

Ce texte tente de regrouper les principaux axes de discussions et de mettre en évidence les problématiques qui semblaient le mieux répondre aux défis de la reconstruction « post-trauma ».

Observations et clarifications préliminaires

Pour certains participants, il était important de clarifier la terminologie et le cadre de référence. Le terme « post-trauma » a été considéré comme restrictif par certains, en ceci que le traumatisme causé par une catastrophe est susceptible de durer beaucoup plus longtemps que le ou les événements l'ayant provoqué. Des termes tels que « récupération post-catastrophe » et « post-conflit » ont également été questionnés. De même, le terme de « reconstruction » a été considéré comme imprécis et restant à clarifier, les événements différant en échelle et en durée. De nombreux participants ont établi une distinction entre les catastrophes naturelles et les catastrophes provoquées par l'homme. En effet, la destruction causée par une catastrophe naturelle n'a pas les mêmes implications temporelles que la destruction causée par un conflit dans la mesure où les catastrophes naturelles se produisent souvent sans avertissement, alors qu'en situation de conflit, souvent étendues dans la durée et d'intensité variable, il peut être possible d'anticiper les dommages imminents. Certaines mesures bénéfiques peuvent ainsi être mises en place grâce à une bonne préparation.

Une autre distinction a été faite quant à la nature du patrimoine affecté, opposant les monuments et sites archéologiques au tissu urbain historique comprenant des habitations. Un point de vue a été exprimé, sans toutefois faire l'unanimité, selon lequel l'ICOMOS devrait se concentrer sur les premiers, ceux-ci étant considérés comme le principal champ de compétence de l'organisation.



Il est nécessaire d'identifier les communautés concernées, de distinguer entre les niveaux international et local et au sein même de la population locale : la communauté locale a souvent une diaspora qu'il faut prendre en compte. Le terme « parties prenantes » a été jugé proposé.

Problématiques de la reconstruction « post-trauma »

Préparation

Cette rubrique concerne à la fois la situation « sur le terrain » et les autres acteurs impliqués suite à des événements destructeurs. Deux points de vue prédominent : le ou les points de vue propres à la population locale et la perspective internationale, dite externe. Aucune n'est complète ou exhaustive et leur confrontation est essentielle à la protection et à l'intégration du patrimoine culturel dans le processus de restauration.

La destruction est souvent partielle : dans ce cas il est impératif, en ce qui concerne le patrimoine, de sauver ce qui survit et de préserver les fragments restants. Les priorités portent donc sur l'identification des éléments significatifs, la collecte et la diffusion des connaissances scientifiques existantes, la documentation et l'accès aux connaissances, compétences et installations locales, la formation, la communication et le travail collaboratif - la contribution des savoirs devant être exploitée au maximum. La collaboration basée sur la connaissance est essentielle à la planification comme à la restauration, ainsi qu'à la mise en œuvre des politiques globales, à la prise de décisions stratégiques et à l'allocation de fonds.

- Les entités disposant d'une expertise (formelle ou informelle, locale ou internationale) et leurs ressources doivent être identifiées.
- Dans le cas des sites menacés les plus importants, la transmission et le partage systématiques des connaissances sont essentiels.
- L'ICOMOS devrait élaborer un code d'éthique et de bonnes pratiques à cet égard.

D'autres mesures visant à améliorer la préparation sont incluses dans les paragraphes ci-dessous.

La préparation est essentielle pour éviter que des dégâts supplémentaires soient infligés au patrimoine par des activités humanitaires, en situation de conflit comme en cas de catastrophe naturelle. Par conséquent, la collaboration entre les organismes et l'identification du rôle de l'ICOMOS à cet égard sont primordiales.

Les relations « sur le terrain »

Dans tous les groupes, il fut beaucoup question des problèmes liés à la participation locale après une catastrophe. Certaines considérations ont été jugées globalement adéquates : par exemple la bonne compréhension des caractéristiques socio-culturelles de la population et l'appréhension des relations hiérarchiques, implicites ou explicites. La nature hétérogène des populations locales influe sur les approches à adopter : le terme « parties prenantes » a été préféré à celui de « communauté » ou « communautés » par certains. Pour être efficace, l'intervention doit s'adapter aux circonstances propres au cas concerné. L'importance d'une communication claire a été mise en avant à plusieurs reprises. En voici quelques arguments :

- À la suite d'une catastrophe (naturelle ou causée par l'homme), le besoin le plus immédiat est d'établir des priorités et l'objectif des mesures de rétablissement. Les décisions doivent alors être prises par les acteurs les plus appropriés par les populations locales elles-mêmes, par exemple, ou des professionnels offrant leurs conseils. Les communautés affectées ne prennent pas toujours les décisions concernant la reconstruction. L'implication de la communauté « mondiale » à ce niveau, les méthodes d'intervention, les relations entre les acteurs et les défis de la communication n'ont pas été précisés durant la discussion.
- Les mesures de reconstruction doivent s'appuyer sur les compétences et les connaissances traditionnelles locales : les personnes concernées peuvent avoir quitté la région et doivent être recontactées pour aider à la reconstruction.
- Les résidents doivent rapidement rebâtir leurs maisons, souvent avec le peu de matériel et de ressources financières disponibles. Ils ne peuvent pas attendre que les experts ou les autorités fassent le travail requis selon les normes de conservation.

Après une catastrophe naturelle, les populations locales peuvent perdre confiance dans les méthodes traditionnelles de construction, parce que celles-ci sont désormais associées à la destruction : les populations peuvent se méprendre sur le fonctionnement des constructions traditionnelles quand il s'agit de reconstruction.

- Rétablir la confiance dans les méthodes de construction traditionnelles peut exiger de fournir des informations démontrant à la population locale, y compris aux autorités, leurs avantages. Il est également primordial de leur communiquer des méthodes peu invasives pour compléter leurs compétences.
- Il peut être nécessaire de fournir la preuve scientifique du fonctionnement et de la résilience des constructions traditionnelles aux personnes œuvrant sur le terrain.

L'intervention locale renvoie à la question des valeurs conférées au patrimoine par les populations autochtones comme celles de l'extérieur, et au danger des présupposés. Ce problème a été étudié sous plusieurs facettes. Le processus de reconstruction peut signifier la création d'une nouvelle identité ou la récupération d'une identité pour une communauté : la communauté qui occupait une région peut être divisée ou déplacée, en particulier dans le cas des zones de conflit. Si son absence se prolonge, sa connexion avec l'endroit peut être perdue, ce qui réduit la possibilité que les anciens occupants reviennent et le réinvestissent. Le rôle et les systèmes de valeurs des intervenants (y compris ceux de la « communauté » internationale) sont examinés ci-après :

- Pour que la reconstruction participe efficacement au processus de réconciliation, les contradictions entre les domaines religieux, ethniques, politiques ou raciaux, doivent être prises en compte dans la conception de l'intervention, comme ce fut le cas pour les discordances présentes dans la théorie et la doctrine de la transmission du patrimoine.
- Les processus de réconciliation peuvent être longs, imprévisibles et difficiles à concevoir à l'avance - de nouvelles discordances apparaissent souvent au cours de ces processus, de sorte que la reconstruction ne peut pas être considérée comme un mouvement parfaitement linéaire.
- Des valeurs anciennement partagées peuvent être remises en question quand un conflit commence, cette contestation pouvant même avoir été exploitée pour alimenter les tensions. Même si les conflits exacerbent souvent les différences, il ne faut pas présumer qu'il n'existait auparavant aucune contestation.
- Dans une recherche d'identité « post-trauma », des objets ou des bâtiments qui étaient auparavant de peu d'importance peuvent devenir symboliques : il est primordial d'identifier ce que les gens souhaitent et ce à quoi ils attribuent de la valeur.
- Les sites du patrimoine sont considérablement utilisés, et dans de nombreux contextes, à des fins politiques : le rôle des récits multiples ou contradictoires doit être pris en compte dans la conception des interventions - les aspects physiques, fonctionnels, sociaux et psychologiques sont pertinents.
- Des groupes poursuivant d'autres intérêts sont souvent impliqués dans la reconstruction post-conflit : la reconstruction peut être utilisée pour gagner en influence ou faire de l'argent.

L'espace et le domaine publics sont essentiels dans toute forme de réconciliation, comme on le voit dans de nombreuses crises actuelles qui menacent le patrimoine et l'identité : pourtant malgré l'urgence, il peut parfois être difficile de rétablir l'espace public. Des approches dynamiques et réalistes doivent être mises au point pour chaque cas, prenant en considération les circonstances et le contexte socio-culturel.

- Les études de cas sont cruciales afin d'aborder les problèmes sous-jacents de la reconstruction (voir ci-dessous).

Sites du patrimoine mondial : défis particuliers et implications étendues

Il fut remarqué que les menaces pesant sur les sites historiques du patrimoine mondial s'intensifiaient, particulièrement sur les régions/villes historiques où des communautés établies de longue date ont été déplacées à la suite de catastrophes naturelles ou d'origine humaine. Les participants ont émis quelques observations générales au sujet de l'attribution des valeurs.

Il devient de plus en plus difficile d'attribuer des valeurs dites universelles dans un monde qui tend vers le relativisme et la célébration de la différence. Le concept de valeur universelle exceptionnelle n'est pas à l'abri. Le concept assigne une responsabilité universelle par rapport à ces valeurs et à la dégradation des sites concernés.

On a remarqué que la Convention du patrimoine mondial n'avait pas anticipé le cas de figure de la destruction des sites du patrimoine mondial : les instruments découlant de la Convention, tel le retrait de la liste sont peu efficaces. Ci-dessous, quelques-unes des questions pertinentes soulevées :

- Il faut aborder la Convention du patrimoine mondial et les Orientations du point de vue de la perte d'attributs par destruction systématique.
- La relation entre la valeur universelle exceptionnelle et les valeurs locales est essentielle. Le Comité du patrimoine mondial devrait également tenir compte de ces valeurs par l'ajout d'une section ou de questions appropriées dans le processus de rapport périodique.
- Les organisations consultatives devraient recommander au Comité du patrimoine mondial que les dossiers de candidature au patrimoine mondial comportent, outre la déclaration de valeur universelle exceptionnelle, une déclaration de valeur décrivant tous les attributs importants d'un bien.

En ce qui a trait à la problématique de la reconstruction « post-trauma », on a estimé qu'il était essentiel d'approfondir le débat concernant l'adoption de méthodes appropriées de reconstruction des biens détruits (y compris du patrimoine mondial). L'ICOMOS pourrait établir des lignes directrices sur la façon de conduire de tels débats.

- En réponse à la question « Si un bien du patrimoine mondial est détruit puis reconstruit, peut-il encore être reconnu comme patrimoine mondial ? » les opinions divergeaient : la valeur universelle exceptionnelle spécifique, justification d'inscription et attributs compris, a été mentionnée, ainsi que le processus de reconstruction et la nécessité éventuelle de modifier la justification de l'inscription.
- En examinant la possibilité qu'une propriété reconstruite puisse encore être considérée comme du patrimoine, mais non du patrimoine mondial, on a fait remarquer qu'« on ne peut punir l'État partie parce qu'une catastrophe ou une guerre se sont produites ». Ce commentaire a clos les échanges à ce sujet dans le groupe concerné.

Il a également été question de déterminer jusqu'à quel point la diversité culturelle justifie ou plaide pour des approches divergentes en matière de conservation et de reconstruction. Une série d'observations ont découlé de l'idée selon laquelle les orthodoxies dominantes ne prennent pas en compte les réalités contemporaines :

- Un réexamen des lois internationales en vigueur est nécessaire pour bien prendre en compte l'urgence et les besoins immédiats des populations vivant dans les zones historiques, mais également pour réfléchir aux moyens d'aider les populations déplacées à rentrer chez elles. De nouvelles lignes directrices permettraient à chaque cas d'être jugé/classé en fonction de ses besoins et priorités socio-culturelles.
- Il faudrait revoir les cadres théoriques de la conservation du patrimoine culturel et réviser les lois et les normes actuelles de protection du patrimoine culturel, afin de déterminer si leur application est réaliste et adaptée aux conditions de dégradation continue que connaissent les zones historiques menacées ou ayant subi de lourdes pertes et des dommages.
- Un tel réexamen pourrait être l'occasion également d'apporter aux conventions existantes les ajouts ou les modifications nécessaires afin de différencier les « villes et quartiers historiques vivants » et « monuments et sites historiques isolés » n'abritant pas de communautés ou de visiteurs.

On a souligné qu'il était important, dans l'absolu, que les lois de conservation continuent de suivre et de respecter les chartes et les conventions dans des circonstances normales. Toutefois, l'ICOMOS et l'UNESCO devraient concentrer leurs efforts et leur attention afin d'éviter que des procédures et des lois standardisées inadaptées aux besoins culturels et sociaux locaux soient imposées.

- Comprendre la tragédie et les besoins humains contribuera à instaurer la confiance et encouragera les communautés à participer à la reconstruction de leurs vies tout en protégeant leur patrimoine : la participation des parties prenantes et des représentants de la communauté dans ce processus de restauration et de reconstruction est essentiel afin de créer un sentiment d'appartenance au projet et à ses objectifs.

- Après une catastrophe, lors de la phase d'évaluation des dommages, les experts en conservation locaux et internationaux devraient prendre des mesures rapides et concrètes pour impliquer la communauté et les diverses parties prenantes des secteurs formel et informel. Cela permettrait de développer la coopération en mettant l'accent sur le rôle respectif de chacun dans la reconstruction et le processus de restauration, y compris dans la préparation d'un plan d'action et le pour le partage des responsabilités.
- Une approche dynamique et flexible est requise dans l'immédiat, en attendant de nouvelles recommandations (ou révisées), plus adaptées aux conditions de dégradation changeantes du terrain.

Les ressources étant limitées, il a été largement admis que l'équilibre entre les actions relevant des différentes problématiques est essentiel, tant sur le plan éthique que pratique. Ce sont les questions concernant la conservation des monuments et de l'archéologie face aux problématiques relatives au patrimoine vivant et au droit à l'hébergement pour les personnes ayant perdu leur maison à la suite d'une catastrophe.

L'action de l'ICOMOS

Les participants ont été invités à réfléchir à la façon dont l'ICOMOS pourrait s'emparer de la question de la reconstruction. Ils ont soumis un éventail de propositions que nous présentons ci-dessous, sans ordre de priorité puisque ce n'était pas requis.

Renforcer la base des connaissances et développer des stratégies

On a observé que la base de connaissances disponible à l'heure actuelle devait être renforcée : plusieurs groupes ont exigé une analyse systématique des interventions en situation de crise. L'ICOMOS devrait compiler une série d'études de cas historiques et contemporains et les étudier afin de comprendre quelles interventions post-trauma ont été efficaces ou non, d'examiner leurs objectifs, méthodes et résultats réels ainsi que la mise en œuvre concrète des principes. L'étude des différentes expériences de reconstruction devrait se concentrer sur les méthodes et en particulier sur le critère des participation et implication locales. De telles études devraient se pencher sur la réception sociale et scientifique des biens reconstruits.

En outre, la base des connaissances locales devrait être construite de manière appropriée et exhaustive. Dans le cas des zones urbaines historiques endommagées, les priorités et les méthodes d'intervention appropriées exigent une documentation préalable sur les structures sociales, la morphologie et les éléments architecturaux ainsi que sur leur évaluation après la catastrophe, afin d'éviter une réponse simplifiée et en vue d'assurer la restauration des éléments encore debout. Les organismes locaux comme internationaux peuvent contribuer au développement de bases de connaissances pour les sites menacés.

Une base de connaissances appropriée permettra d'établir les bons outils et de faciliter les activités post-trauma. Elle peut également être utile à l'élaboration d'une classification des types et niveaux d'intervention applicables au cas par cas en fonction du contexte, ainsi qu'à la conception de lignes directrices pour la planification d'interventions.

À court terme, il y a un besoin clair et urgent de développer de nouvelles stratégies pour permettre la différenciation des interventions d'urgence qui respectent les exigences de protection sociale et culturelle. Il est essentiel de prendre en considération la fonction et l'usage des sites historiques, ainsi que la pertinence et l'importance qu'ils revêtent pour l'usager. Il faut une compréhension fonctionnelle de l'authenticité qui reconnaisse le patrimoine comme porteur de nombreuses valeurs.

- L'ICOMOS devrait développer différentes approches en vue d'attribuer de nouvelles fonctions aux monuments sans usagers. Ils devraient être un élément-clé des actions d'intégration du patrimoine culturel dans les processus de restauration post-trauma, et de l'atténuation des conséquences de la destruction.
- L'ICOMOS devrait encourager une approche professionnelle interdisciplinaire plus large dans ses actions.
- Les lignes directrices qui seront développées se doivent de traiter des problèmes techniques de la reconstruction, ainsi que leurs implications théoriques/philosophiques.

Mise à disposition d'outils de soutien / clarifications

La principale tâche de l'ICOMOS pourrait consister à fournir des outils pour soutenir des processus décisionnels inclusifs et collaboratifs au cas par cas, qui donneraient les approches, options et priorités possibles dans les conditions de : temps disponible, capacité financière, identification culturelle, enjeux politiques, technologie, disponibilité de documentation et de témoignages sur l'état antérieur du lieu, d'accessibilité des structures d'origine et des besoins sociaux des communautés.

En ce qui concerne la prise de décisions, et considérant que l'ICOMOS est en mesure de donner une perspective extérieure, fournie par des experts internationaux :

- Les outils de l'ICOMOS devraient servir à empêcher les décisions hâtives et prématurées prises sous pressions de temps ou économiques. Il faut des outils pratiques et accessibles en ligne.
- Il est attendu que l'ICOMOS fournisse une expertise externe lors de discussions concrètes avec les intervenants locaux en ce qui concerne l'usage de matériaux traditionnels.

De nombreuses chartes de l'ICOMOS existantes font référence à la reconstruction et à la coexistence des communautés. Mais si ces documents et principes d'éthique de l'ICOMOS fournissent des lignes directrices claires, ceux-ci nécessitent d'être continuellement soumis à l'épreuve de l'expérience.

Exploiter les capacités

En tant que porte-parole mondial des fondements de la reconstruction, l'ICOMOS doit exploiter ses compétences et ses réseaux pour faire face aux tensions actuelles qui entourent la reconstruction post-trauma, aux niveaux théorique comme pratique. Plusieurs propositions en faveur d'actions institutionnelles spécifiques à l'ICOMOS ont été mises en avant :

- Exploiter la structure des Comités scientifiques internationaux de l'ICOMOS
- Travailler en étroite collaboration avec l'UNESCO et les groupes de travail traitant des conflits et des catastrophes afin de produire, dans le cadre des mécanismes de la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO, des lignes directrices et des recommandations de bonne pratique.

En résumé

La perspective internationale sur la conservation tire sa valeur spécifique des expériences de divers pays et cultures. Le colloque a permis l'expression d'opinions parfois divergentes sur la transmission et la reconstruction du patrimoine, le caractère traditionnellement central du patrimoine matériel, et sur les implications de la reconnaissance plus récente de celui du patrimoine immatériel, en particulier dans certaines cultures. Les participants ont admis qu'une réflexion approfondie était nécessaire, et d'autant plus urgente au vu de la situation contemporaine et de l'impératif de la reconstruction post-trauma.

- L'ICOMOS doit jouer son rôle d'acteur du dialogue sur la reconstruction communiquant avec les décideurs politiques et économiques. Dans son plaidoyer en faveur du patrimoine, il doit être la voix de toutes les victimes d'événements traumatiques, les habitants locaux comme les populations déplacées par les événements.
- L'ICOMOS devrait organiser et diriger des activités et discussions régionales entre autorités nationales, internationales et organismes du patrimoine afin d'identifier les besoins immédiats spécifiques et des zones et régions récemment touchées.

Conclusion

Prochaines étapes

Marie-Laure Lavenir

Directrice Générale, Secrétariat International de l'ICOMOS

Si d'aucuns pouvaient encore penser, à l'heure où a été décidée l'organisation de ce colloque, que la reconstruction du patrimoine culturel était un sujet réservé aux experts de la conservation, force est de constater, à l'heure où nous publions ces actes, à peine quelques mois plus tard, que la reconstruction, celle de Palmyre en tout premier lieu, est devenue un sujet d'actualité général, qui occupe les premières pages de journaux à très grande diffusion.

Cette situation nous oblige. Elle vient rappeler avec force aux scientifiques et professionnels de la conservation que la réévaluation, voire la révision de ses outils, principes et pratiques en matière de reconstruction ne peut être différée plus longtemps.

Toutefois, l'inscription de la reconstruction au cœur d'une actualité brûlante nous place aussi dans une situation dont les conditions d'urgence et de médiatisation ne sont pas toujours propices à la sérénité ou à la profondeur de la réflexion. C'est une difficulté dont nous devons être conscients.

A la relecture de ces actes, je suis frappée par la qualité des présentations et des échanges et la diversité des points de vue et des expériences partagées. Comme l'a souligné Loughlin Kealy en conclusion du résumé des discussions, c'est le propre et la richesse d'une approche internationale de la conservation que de refléter des analyses, des réflexions et des expériences diverses selon les pays et les cultures.

Ce colloque a ainsi permis d'exprimer des conceptions différentes de la transmission du patrimoine et de la reconstruction, qu'elles soient marquées par la « préférence classique » pour la matérialité ou empreintes au contraire de la reconnaissance plus récente de l'importance de l'immatériel. A ce titre, je voudrais remercier tout spécialement ceux des participants qui sont venus de très loin nous rejoindre pour cette journée. C'est grâce à eux que nous avons pu la placer sous le signe de l'interculturalité comme nous en avons le souhait dès l'origine.

Je souhaite également adresser des remerciements particuliers au Professeur Chris Younès, philosophe, et au Professeur Dominique Franco, chirurgien et spécialiste de la transplantation du foie pour avoir accepté notre invitation quelque peu iconoclaste. Leur propos nous a permis d'élargir le champ de réflexion, confirmant par là qu'une interdisciplinarité plus large que celle mise en œuvre jusqu'à présent par l'ICOMOS est un outil non seulement utile mais nécessaire pour faire progresser et approfondir le débat.

Le résumé de nos échanges permet aussi de constater que notre « feuille de route » est ambitieuse et exigeante. Il reste beaucoup à faire, et face aux immenses difficultés de communautés frappées par la destruction de leur patrimoine et de leurs lieux de vie, les réponses en matière de stratégies, d'outils, de renforcement des compétences et de pratiques de reconstruction ne peuvent trop tarder.

L'ICOMOS est pleinement conscient des responsabilités qui sont les siennes et souhaite apporter, à travers l'ensemble de son réseau, de ses comités nationaux et de ses comités scientifiques internationaux, une contribution significative aux enjeux actuels.



Pour commencer, un certain nombre d'initiatives ont déjà été prises ou sont en projet, à savoir :

- une consultation sur les attitudes face à la reconstruction conduite en 2014 par le Comité scientifique international sur l'Interprétation et la Présentation (ICIP).
- la série de réunions d'experts Nara+20 organisées au Japon, en 2014 également, par ICOMOS Japon, l'Université de Kyushu et Bunkacho (ministère japonais des affaires culturelles) qui ont permis d'identifier un certain nombre d'axes de recherche pour l'ICOMOS, en particulier en lien avec la reconstruction du patrimoine culturel.
- l'organisation d'un séminaire en septembre prochain, destiné à faire des propositions concrètes en vue d'une révision des orientations concernant la reconstruction des sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial
- le symposium organisé par notre Conseil Consultatif à Istanbul en octobre, lors de la prochaine Assemblée générale de l'ICOMOS. Cette conférence, dont la participation sera très large, sera également consacrée à la question de la reconstruction.
- un colloque international, en lien avec l'initiative récente de l'ICOMOS sur le « Forum des universités », prévu en mars 2017 sur les aspects techniques et théoriques de la notion d'authenticité dans le contexte de la reconstruction du patrimoine culturel

Il me reste avant d'apporter un point final à cette conclusion à remercier encore le Ministère norvégien pour le climat et l'environnement, le Ministère de la Culture et de la Communication français, le Ministère des Affaires Étrangères de la République Fédérale d'Allemagne, l'ICCROM et l'IUCN pour leur soutien financier. C'est grâce à lui que le Secrétariat international de l'ICOMOS a été en mesure d'organiser cette journée. Et enfin, au Professeur Loughlin Kealy dont la contribution à la préparation du colloque et la publication de ces actes a été essentielle.

Avril 2016



Liste des participants

A

Samir Abdulac

CIVVIH (ICOMOS International Scientific Committee on Historic Towns and Villages)
ICOMOS Task Force on Syria and Iraq
ICOMOS France
Group C

Nils Ahlberg

ICOMOS Board, ICOMOS Sweden
Group D

Nada Al-Hassan

Arab States Unit, UNESCO World Heritage Center
Group F

Gustavo Araoz

ICOMOS President
Group C

Maamoun Abdulkarim

Directorate-General for Antiquities and Museums, Syria
Group F

Zeynep Ahunbay

ICOMOS Turkey
Group D

Noura Alsaleh

Brandenburg University of Technology Cottbus-Senftenberg, Germany
Group E

Gorun Arun

ISCARSAH (ICOMOS International Scientific Committee on Analysis and Restoration of Structures of Architectural Heritage), ICOMOS Turkey
ICORP (International Committee on Risk Preparedness)
Group A

B

Stefan Belishki

ICOMOS Board
ICOMOS Bulgaria
Group B

Gwenaëlle Bourdin

ICOMOS International Secretariat, World Heritage Evaluation Unit
Group A

Sheridan Burke

ICOMOS Advisory Committee
ISC20C (ICOMOS International Scientific Committee on Twentieth Century Heritage)
Australia
Group D

Kamal Bitar

Arab Regional Centre for World Heritage (ARCWH)
Group E

Dinu Bumbaru

Héritage Montréal, Canada
ICORP (International Committee on Risk Preparedness)
Group F

D

Luisa De Marco

ICOMOS World Heritage Advisor
University of Genoa, Italy
Group D

Nicolas Detry

Agence Detry & Levy, Lyon, France
Group D

Susan Denyer

ICOMOS World Heritage Advisor
ICOMOS UK
Group F

Alpha Diop

ICOMOS Board
ICOMOS Mali
Group C

Jacqueline Donnelly

Department of Arts, Heritage and the Gaeltacht,
Ireland
Group A

Regina Durighello

ICOMOS International Secretariat, World
Heritage Advisory Services and Monitoring Unit
Group B

Natalia Dushkina

ISC20C (ICOMOS International Scientific
Committee on Twentieth Century Heritage)
Temporary Council of ICOMOS Russia
Group C

E**Alaa el-Habashi**

Architect, Egypt
Group A

F**Bruno Favel**

Département des affaires européennes et
internationales,
Direction générale des patrimoines (DGP),
Ministère français de la culture et de la
communication
Group C

Donatella Fiorani

La Sapienza University of Rome, Italy
Group B

Dominique Franco

CellSpace, Tissue and Organ Bio-engineering,
France
Group C

G**Pierre-Antoine Gatier**

ICOMOS Board
ICOMOS France
Architecte en chef des Monuments Historiques
Group A

H**Amra Hadzimuhamedovic**

International University of Sarajevo, Bosnia-
Herzegovina
Group B

Karim Hendili

Arab States Unit, UNESCO
Group B

J**Pamela Jerome**

ICOMOS Board
ICOMOS Task force on Syria and Iraq
United States
Group A

Rohit Jigyasu

ICOMOS Board
ICORP (ICOMOS International Scientific
Committee on Risk Preparedness), ICOMOS India
Group A

Feng Jing

Asia and the Pacific Unit, UNESCO
Group D

K**Loughlin Kealy**

University College Dublin, Ireland

Stephen Kelley

ISCARSAH (ICOMOS ISC on Analysis and
Restoration of Structures of Architectural
Heritage), United States
Group F

Mustapha Khanoussi

ICOMOS Tunisia
ICOMOS Africa Group
Group B

Shigeaki Kodama

International Research Centre for Intangible
Cultural Heritage in the Asia Pacific Region,
Japan
Group E

Kirsti Kovanen

ICOMOS Board
Finland
Group B

Hans Löffler

German Ministry of Foreign Affairs
Department of Multilateral Culture and
Media Policy / UNESCO
Group D

Jane Lu

ICOMOS Board
China
Group E

Joseph King

Sites Unit, ICCROM
Group E

Toshiyuki Kono

ICOMOS Board
ICLAFI (ICOMOS International Scientific Committee
on Legal, Administrative and Financial Affairs)
Japan
Group D

Marie-Laure Lavenir

ICOMOS International Secretariat

Christoph Machat

ICOMOS Board
Germany
Group B

Cristina Menegazzi

Emergency Safeguarding of the Syrian
Cultural Heritage
UNESCO Office, Beirut
Group A

Stefano F. Musso

University of Genoa, Italy
Group A

Deirdre McDermott

ICOMOS Advisory Committee
Ireland
Group E

Edmond Moukala

Africa Unit, UNESCO
Group F

Anne Nyhamar

ICCROM, International Course on Wood
Conservation Technology
Riksantikvaren - The Directorate for
Cultural Heritage, Norway
Group F

Misako Ohnuki

International Research Centre for Intangible Cultural
Heritage in the Asia Pacific Region Japan
Group E

Andrea Pane

University of Naples Federico II, Italy
Department of Architecture
Group C

Anna Paolini

UNESCO Representative in the countries of
the Gulf and Yemen
UNESCO Doha regional office, Qatar
Group A

Michael Petzet

ICOMOS Germany
Honorary President of ICOMOS
Group D

Wendy Pullan

University of Cambridge, United Kingdom
Department of Architecture
Group B

R**Birgitta Ringbeck**

German Ministry of Foreign Affairs
Group E

Laura Robinson

ICOMOS Board
South Africa
Group F

Mauro Rosi

Latin America and the Caribbean Unit, UNESCO
Group E

Mechtild Rössler

Division for Heritage & UNESCO World Heritage
Centre
Group C

Bijan Rouhani

ICORP (ICOMOS International Scientific Committee
on Risk Preparedness)
ICOMOS Task Force on Syria and Iraq
Blue Shield Board Member
United Kingdom/Iran
Group E

Grellan Rourke

ICOMOS Board
Ireland
Group F

S**Mario Santana**

ICOMOS Board
ICOMOS International Committee for Documentation
of Cultural Heritage (CIPA)
Group F

Leo Schmidt

Brandenburg University of Technology Cottbus-
Senftenberg, Germany
Chair of Architectural Conservation
Group E

Ruxandra-Iulia Stoica

Edinburgh College of Art, University of Edinburgh,
Scotland
Group D

T**Shadia Touqan**

Old City of Jerusalem Revitalisation Programme
Group C

V**Alessandra Vittorini**

Soprintendenza Unica L'Aquila e Cratere, Ministry of
cultural properties and activities and of tourism, Italy
Group A

W**Kai Weise**

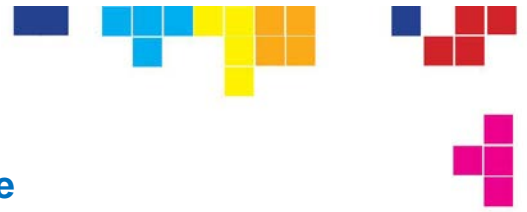
ICOMOS Nepal
Group C

Y**Chris Younès**

École spéciale d'architecture, Paris-la-Villette, France
Group D

Z**Guo Zhan**

ICOMOS China
ICOMOS International Conservation Center-Xi'an
(IICC-X)
Group B



Bibliographie sélective

Textes normatifs et chartes

- 1964 ICOMOS. Charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites (Charte de Venise)
- 1976 UNESCO. Recommandation concernant la sauvegarde des ensembles historiques ou traditionnels et leur rôle dans la vie contemporaine (Varsovie-Nairobi)
- 1987 ICOMOS. Charte internationale pour la sauvegarde des villes historiques (Charte de Washington)
- 1990 ICOMOS. Charte internationale pour la gestion du patrimoine archéologique
- 1994 ICOMOS. Document de Nara sur l'authenticité
- 2000 ICCROM/Latvian National Commission for UNESCO/State Inspection for Heritage Protection of Latvia. Riga Charter on authenticity and historical reconstruction in relationship to cultural heritage
- 2001 UN General Declaration of Cities and Other Human Settlements in the New Millennium
- 2014 Nara+20. Statement adopted at the Meeting on the 20th Anniversary of the Nara Document on Authenticity, held at Nara at the invitation of the Agency for Cultural Affairs (Government of Japan), Nara Prefecture and Nara City, 22-24 October 2014.

Références générales

- Barakat, S. (ed.). *After the Conflict: Reconstruction and Development in the Aftermath of War*. London, I.B. Tauris, 2005.
- Barakat, S., J. Calameet E. Charlesworth (ed.). *Urban triumph or urban disaster? Symposium Report, Postwar Reconstruction and Development Unit (York, UK) and Massachusetts Institute of Technology (Cambridge, USA)*, 1998.
- Barakat, S., C. Wilson, V.S. Simcic, and M. Kosakovik. "Challenges and dilemmas facing the reconstruction of war-damaged cultural heritage: the case study of Pocitelj, BosniaHerzegovina". In Layton, R., P.G. Stone and J. Thomas (ed.). *Destruction and conservation of cultural property*. London, New York, Routledge, 2001, p.168-181.
- Bullock, N. and L. Verpoest. *Living with history 1914-1964: Rebuilding Europe after the First and Second World Wars and the Role of Heritage Preservation*. Leuven, Leuven University Press, 2011.
- CRIC, Copyright 2016, *Cultural Heritage and the Re-construction of Identities after Conflict (CRIC)*. [Online], <www.cric.arch.cam.ac.uk/index.php>, (consulted on January 19, 2016).
- Crisan, R., Fiorani, D., Kealy, L. and Musso, S.F. (ed.). *Conservation, Reconstruction. Small historic centres. Conservation in the midst of change*. Hasselt, European Association for Architectural Education, 2015.
- Mager, T. (ed.). *Architecture RePerformed: the Politics of Reconstruction*. Farnham, Ashgate, 2015.
- Mancini, J.M. and K. Bresnahan. *Architecture and Armed Conflict: the Politics of Destruction*. Abingdon, Routledge, 2015.
- Pelling, M. *The Vulnerability of Cities: natural disasters and social resilience*. London, Earthscan, 2003.
- Pullan, W. and Baillie, B. (ed.). *Locating Urban Conflicts: Ethnicity, Nationalism and the Everyday*. Basingtoke, Palgrave McMillan, 2013.
- Sørensen, M.L.S. and D. Viejo-Rose (ed.). *War and Cultural Heritage: Biographies of Places*. Cambridge, Cambridge University Press, 2015.
- Stanley-Price, N. (ed.). *Cultural Heritage in Post-war Recovery*, Papers from the ICCROM forum held on October 4-6, 2005. ICCROM Conservation Studies6, Rome, ICCROM, 2007.
- Tung, A.M. *Preserving the World's Great Cities: The Destruction and Renewal of the Historic Metropolis*. New York, Clarkson Potter, 2001.
- Walasek, H. *Bosnia and the Destruction of Cultural Heritage*. Farnham, Ashgate, 2015.
- World Bank. *Conflict prevention and post-conflict reconstruction: perspectives and prospects*. Washington D.C., World Bank, 1998.
- Younes, C. "Expectations. Between Conservation and Transformation of inherited milieu: inheriting and transmitting". In Kealy, L. and Musso, S.F. (ed.). *Conservation/Transformation*, EAAE Transactions on Architectural Education n° 52, EAAE, Leuven, 2011, p.27-29.

Thème 1

Les défis de la transmission face à la destruction

Groupe A

La conservation des artefacts culturels dans le contexte plus large de la reconstruction urbaine

Higueras, A. "Aid and Reconstruction of Heritage in the Context of Post-Conflict Societies". *Archæologies* volume 9, n° 1, April 2013, p.91-105.

Jha, A.K., et al. "Chapter 11: Cultural Heritage Conservation". In *Safer Homes, Stronger Communities: A Handbook for Reconstructing after Natural Disasters*. Washington D.C., World Bank, 2010.

Mattioli, F. "Unchanging boundaries: the reconstruction of Skopje and the politics of heritage". *International Journal of Heritage Studies*, volume 20, n° 6, 2014, p.599-615.

Petridou, A. "Urban Regeneration in Post-Conflict Situations". In Perbellini, G. (dir.). *Heritage conservation and enhancement in former conflict zones – Underground defences and fortifications*. Europa Nostra Bulletin, n° 66-67, The Hague, 2014, p.13-20.

Groupe B

La reconstruction des valeurs culturelles dans les situations de discorde/réconciliation sociales

Calame, J. and A. Pasic. *Post-Conflict Reconstruction in Mostar: Cart before the Horse*. Divided Cities/Contested States Working Paper No. 7, 2009. [Online], <www.conflictincities.org/PDFs/WorkingPaper7_26.3.09.pdf>, (consulted on January 4, 2016).

Hadzimuhamedovic, A. "The Built Heritage in the Post-War Reconstruction of Stolac". In Walasek, H. et al. *Bosnia and the Destruction of Cultural Heritage*. Farnham, Burlington, Ashgate, 2015, p.259-284.

Hatch Dupree, N. "Cultural Heritage and National Identity in Afghanistan". *Third World Quarterly*, volume 23, n° 5, 2002, p.977-989.

Jigyasu, R. "Sustainable Post Disaster Reconstruction Through Integrated Risk Management – The Case of Rural Communities in South Asia", *Journal of Research in Architecture and Planning*, volume 3, 2004, p.32-43.

Thème 2

Les défis de compréhension de l'éthique et des textes fondamentaux de la conservation

Groupe C

Réciprocité entre les actions générées par les communautés et la valorisation internationale des interventions et des produits

Devilat Loustalot, B. "Beyond the Appearance of Heritage: Reconstruction of Historic Areas Affected by Earthquakes in Chile". *ArchNet-IJAR: International Journal of Architectural Research*, volume 7, n° 3, 2013, p.24-39.

Jigyasu, R. "Long-term cultural impacts of disaster decision-making: The Case of Post Earthquake Reconstruction in Marathwada, India". *ArchNet-IJAR: International Journal of Architectural Research*, volume 7, n° 3, 2013, p.14-23.

Schmidt, L. "Back to the future - forward to the past: replacing modernist buildings with reconstructions". *Historic Environment*, volume 25, n° 1, 2013, p.33-45.

Toubekis, G. and M. Jansen. "The Giant Buddha Figures in Afghanistan: Virtual Reality for Physical Reconstruction?". In Falser, M. and Juneja, M. (ed.). *'Archaeologizing' Heritage? Transcultural Entanglements between Local Social Practices and Global Virtual Realities*. Berlin, Heidelberg, Springer, 2013, p. 143-166.

Groupe D

Évolution dans la compréhension et l'expérience historique de la reconstruction depuis le milieu du XXe siècle

Cameron, C. "From Warsaw to Mostar: The World Heritage Committee and Authenticity". *APT Bulletin*, volume 39, n° 2/3, 2008, p.19-24.

"Dossier Achèvement, Restitution et Reconstruction." *Monumental. Revue scientifique et technique des monuments historiques*, Semestriel 1, Paris, Éditions du Patrimoine, 2010.

Dushkina, N. "Historic reconstruction: prospects for heritage preservations or metamorphoses of theory?" In Stanley-Price, N. and J. King (ed.). *Conserving the Authentic: essays in honor of Jukka Jokilehto*. ICCROM Conservation Studies 10, Rome, ICCROM, 2009, p.83-94.

Roman, A. "Reconstruction - from the Venice Charter to the Charter of Cracow 2000". In *Estrategias relativas al patrimonio cultural mundial. La salvaguarda en un mundo globalizado. Principios, practicas y perspectivas. 13th ICOMOS General Assembly and Scientific Symposium. Actas*. Madrid, Comité Nacional Español del ICOMOS, 2002, p. 117-119.

Stovel, H. "Origins and Influence of the Nara Document on Authenticity". *APT Bulletin*, volume 39, n° 2/3, 2008, p.9-17.

Thème 3

Défis d'engagement : outils opérationnels et méthodes d'engagement appropriés

Groupe E

La relation entre les conceptions et ressources des communautés locales et les conceptions et engagements de la communauté internationale

Barakat, S. "Post-war reconstruction and the recovery of cultural heritage: critical lessons from the last fifteen years". In Stanley-Price, N. (ed.). *Cultural Heritage in Post-war Recovery*, Papers from the ICCROM forum held on October 4-6, 2005. ICCROM Conservation Studies 6, Rome, ICCROM, 2007, p.26-39.

Ko, J. "Regional Authenticity: An Argument for Reconstruction in Oceania". *APT Bulletin*, volume 39, n° 2/3, 2008, p.55-61.

Lari, Y. "Post-disaster heritage initiative in Pakistan". *World Heritage*, n° 74, December 2014, p.28-35.

Viejo-Rose, D. "Reconstructing Heritage in the Aftermath of Civil War: Re-Visioning the Nation and the Implications of International Involvement", *Journal of Intervention and State building*, volume 7, n° 2, 2013, p.125-148.

Groupe F

L'influence et le rôle des institutions « expertes », localement et à l'étranger

Barakat, S., M. Chard and R. Jones. "Attributing Value: evaluating success and failure in post-war reconstruction". *Third World Quarterly*, volume 26, n° 4-5, 2005, p.831-852.

Gunzburger Makaš, E. "Rebuilding Mostar: International and Local Visions of a Contested City and Its Heritage". In Fairchild Ruggles, D. (ed.). *On Location: Heritage Cities and Sites*. New York, Dordrecht, Heidelberg, London, Springer, 2012, p.151-168.

Petzet, M. "Anastylosis or Reconstruction – The Conservation Concept for the Remains of the Buddhas of Bamiyan". In *Estrategias relativas al patrimonio cultural mundial. La salvaguarda en un mundo globalizado. Principios, practicas y perspectivas. 13th ICOMOS General Assembly and Scientific Symposium. Actas*. Madrid, Comité Nacional Español del ICOMOS, 2002, p.189-192.

Wik, T. "Restoring War-Damaged Built Cultural Heritage in Bosnia-Herzegovina: An International Perspective". In Walasek, H. et al. *Bosnia and the Destruction of Cultural Heritage*. Farnham, Burlington, Ashgate, 2015, p.285-306.